

ÉGYPTE

Accord sur un gouvernement de «salut national»

Un accord sur la formation d'un gouvernement de «salut national» en Egypte a été conclu lors d'une réunion entre le pouvoir militaire et des mouvements politiques, a affirmé à l'agence officielle Mena un candidat déclaré à la présidentielle qui a participé à cette rencontre.

«Un accord a été conclu pour former un gouvernement de salut national dont la mission serait la réalisation des objectifs de la révolution du 25 janvier», a indiqué Mohamed Selim al-Awwa, à l'issue de cette réunion convoquée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis le soulèvement qui a renversé le président Hosni Moubarak en février.

M. Awwa n'a pas donné plus de détails concernant cette réunion tenue entre le chef d'Etat-major et vice-président du CSFA, Sami Annan, d'une part et des forces et partis politiques, notamment l'influent mouvement des Frères musulmans.

Le CSFA a également évoqué durant cette réunion la possibilité de nommer l'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, au poste de Premier ministre pour remplacer Essam Charaf, démissionnaire depuis lundi soir, a auparavant affirmé à l'AFP une source militaire

La reunion s'est déroulée au moment où près d'un million d'Egyptiens manifestaient hier après-midi sur la place Tahrir au Caire aux cris de «Dégage!» lancés à l'adresse du chef du pouvoir militaire, le maréchal Hussein Tantaoui, dix mois après le soulèvement qui a renversé Hosni Moubarak.

«Le peuple veut la chute du maréchal», longtemps ministre de la Défense du président déchu Hosni Moubarak, scandait la foule dans cette emblématique place, épicerie de la «révolution du 25 janvier».

Un homme a accroché l'effigie d'un homme en uniforme militaire sur un lampadaire avec une pan-

carte sur laquelle on pouvait lire «l'exécution du maréchal».

Le maréchal Tantaoui, chef du désormais contesté Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige le pays depuis la chute de Hosni Moubarak le 11 février, s'apprête à prononcer un discours à la nation, au moment où la foule revendique la remise

au plus vite du pouvoir à une autorité civile.

La manifestation répond à des appels de plusieurs mouvements et partis politiques qui avaient appelé en janvier dernier à la révolte contre le régime Moubarak. Le mouvement des Frères musulmans a, toutefois, décidé de ne pas s'y associer.

INITIATIVE SUR LA SYRIE

La Ligue arabe se prononcera définitivement demain

La Ligue arabe se prononcera définitivement demain sur le devenir de son initiative concernant le règlement de la crise syrienne, a indiqué lundi à Prague le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, appelant les autorités syriennes à répondre «positivement» à cette initiative.

«En fonction des évolutions qui seront enregistrées d'ici à jeudi, le Conseil de la Ligue arabe aura à affirmer sa position définitive sur le devenir de l'initiative arabe», a indiqué M. Medelci lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue tchèque, M. Karel Schwarzenberg.

Le Conseil se prononcera, «plus particulièrement sur le devenir de sa proposition d'envoyer en Syrie une commission composée de représentants de pays et de la société civile arabes pour superviser ce qui est à nos yeux important, c'est-à-dire la protection des citoyens civils», a-t-il ajouté.

Le Conseil de Ligue arabe tiendra demain au Caire une nouvelle réunion au niveau des ministres des Affaires étrangères pour examiner les

développements de la situation en Syrie.

M. Medelci a souligné qu'«en fonction des réponses syriennes et des tonalités différentes qu'elles pourraient comporter, les ministres arabes tiendront leur réunion et tireront les conséquences».

Il a indiqué avoir longuement évoqué avec le ministre des Affaires étrangères tchèque la crise en Syrie, affirmant que la situation qui y prévaut «préoccupe» les deux pays qui «portent ensemble l'espoir que la Syrie retrouve la paix et la sérénité et, surtout, le dialogue entre ses citoyens». «C'est en tout cas l'effort que l'Algérie fait au sein de la Ligue arabe», a-t-il souligné. L'Algérie fait partie de la commission constituée de cinq ministres des Affaires étrangères

en charge de ce dossier. Il a exprimé son espoir de voir les autorités syriennes «répondre de manière positive aux propositions de la Ligue arabe pour que nous puissions avec eux retrouver progressivement, a-t-il dit, le chemin de la paix et du dialogue dans ce pays».

M. Medelci a indiqué que la Ligue arabe «souhaite que le prochain protocole soumis à la partie syrienne soit signé». «J'ai cru comprendre à travers les déclarations du ministre syrien des Affaires étrangères qu'il était en train de reconsidérer sa position pour la rendre plus proche de celle de la Ligue arabe», a-t-il déclaré. Par ailleurs, le ministre jordanien des Affaires étrangères a affirmé que des dizaines de soldats syriens ayant fait défection étaient entrés illégalement en Jordanie, mais un porte-parole du gouvernement a démenti hier la présence sur le sol jordanien de déserteurs syriens. «Certains Syriens, dont d'anciens membres des forces armées, sont entrés en Jorda-

nie illégalement (...) pas à travers des postes frontières», a indiqué Nasser Jawdeh lors d'un entretien accordé lundi soir à la télévision d'Etat. «Ils ont cherché refuge en Jordanie, mais ils ne sont que quelques dizaines. Il n'y a pas de camps destinés à recevoir des réfugiés syriens», a-t-il ajouté. La Jordanie n'«attire pas de réfugiés syriens, mais nous sommes prêts en cas d'urgence», a-t-il poursuivi. Mais le porte-parole du gouvernement Rakan Majali a indiqué au quotidien gouvernemental *Al-Raï* qu'il n'y avait «pas de soldats ayant fait défection en Jordanie». «Tout ce qui peut être dit sur la présence dans le royaume d'unités de soldats syriens ayant fait défection n'est pas vrai», a-t-il indiqué.

Les attaques de la part de déserteurs contre les forces du régime de Bachar al-Assad se multiplient ces dernières semaines en Syrie, alors que la répression du mouvement de contestation a fait 3 500 morts depuis la mi-mars, selon l'ONU.

TUNISIE

Première séance solennelle de l'Assemblée constituante élue

L'Assemblée constituante élue le 23 octobre lors des premières élections libres en Tunisie a solennellement ouvert hier ses travaux, dix mois après la fuite de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali. Les 217 députés, où les islamistes d'Ennahda sont les plus nombreux avec 89 élus, devaient élire dans l'après-midi le chef du parti Ettakatol Mustapha Ben Jaafar, 71 ans, ex-opposant à Ben Ali, comme président de l'Assemblée constituante, conformément à un accord de partage du pouvoir entre les principaux partis.

«Je déclare ouverte la première séance de l'Assemblée constituante», a déclaré l' élu le plus âgé de la Constituante, Tahar Hamila, président de la séance, devant l'Assemblée réunie au palais du Bardo, siège de l'ancien Parlement à Tunis.

Les députés ont alors chanté l'hymne national tunisien sous la coupole du palais du Bardo. Lustre de cristal, armoiries de la République tunisienne et

Coran sur lequel prêter serment : tout le décorum était en place pour cette réunion historique. Ils ont ensuite récité la Fatiha, en hommage aux «martyrs» de la révolution tunisienne.

«En ce moment historique, nous posons la première pierre de la deuxième République pour un Etat de liberté, de justice et de dignité, qui sera appelé à réaliser les objectifs de la révolution», a déclaré M. Hamila.

L'Assemblée doit valider dans les prochains jours l'accord de partage du pouvoir conclu entre les vainqueurs des élections, Ennahda, et ses deux partenaires de gauche le Congrès pour la République (CPR) et Ettakatol, qui se sont partagé les postes-clés au sommet de l'Etat.

Moncef Marzouki, dirigeant du CPR, devrait accéder à 66 ans à la présidence du pays, et Hamadi Jebali, 62 ans, du parti islamiste Ennahda, prendra la tête du gouvernement.

Le chef du parti islamiste Ennahda, Rached Ghannouchi, a exprimé son «immense bonheur» de voir se mettre en place une «première Assemblée constituante élue démocratiquement (...)» je rends grâce à Dieu, aux martyrs et blessés et à tous

ceux qui ont lutté pour que nous vivions ce jour historique. Pour ce jour, des générations entières ont donné leur vie», a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, le prochain gouvernement aura pour tâches urgentes de s'occuper des familles des martyrs de la révolution et de s'attaquer au fléau du chômage», principale cause du soulèvement de décembre-janvier.

Le Parlement tunisien par intérim Fouad Mebazaa, qui a dirigé la Tunisie depuis la chute de Ben Ali le 14 janvier, devait prononcer dans l'après-midi une allocution et les députés élire le président de la Constituante et de ses deux vice-présidents.

Ces derniers, les deux plus jeunes élus, âgés de 23 ans, Rabia Najlaoui, une diplômée, et Tarek Bouaziz, directeur d'école, sont tous deux membres de la Pétition populaire. Cette formation indépendante, qui a créé la surprise aux élections en raflant 26 sièges, est dirigée par un fantasque homme d'affaires tunisien basé à Londres.

Avant l'ouverture de la séance, quelques centaines de personnes ont manifesté devant le palais du Bardo pour rappeler aux députés que la société civile «les a à l'oeil», selon la formule d'un manifest-

tant. Femmes démocrates, familles des «martyrs» de la révolution, représentants de la société civile brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Ne touchez pas au Code du statut personnel» (de la femme), «non à l'extrémisme», «n'oubliez pas les martyrs».

La députée islamiste Souad Abderrahim, qui avait violemment critiqué les mères célibataires, a été prise à partie à son arrivée au palais par des manifestants qui lui ont crié : «Dégage!»

L'Assemblée constituante, outre la formation du nouvel exécutif, aura pour principale mission de rédiger une nouvelle Constitution et de légiférer jusqu'aux prochaines élections générales, en principe dans un an. Face à la majorité Ennahda-CPR-Ettakatol, les autres partis de gauche PDP (Parti démocrate progressiste, 16 sièges) et PDM (Pôle démocratique moderniste, 5 sièges) se rangeront dans l'opposition.

Les autres forces représentées sont l'Initiative de Kamel Morjane, un ex-ministre de Ben Ali (5 sièges), Afek Tounes (libéraux, 4 sièges), le PCOT (communistes, 3 sièges). Les seize derniers sièges sont répartis entre petits partis et indépendants.

PUBLICITÉ

PENSÉE

Il y a une année, le 20 novembre dernier ,que
Aris M^{ed} dit «Zizi»
a été rappelé à Dieu. Son épouse, ses enfants, ses petits-enfants ainsi que tous ses frères et sœurs demandent à tous ceux qui l’ont connu d’avoir une pieuse pensée pour lui.

CONDOLÉANCES

La direction et l'ensemble du personnel enseignants du groupe scolaire El-Macir présentent leurs sincères condoléances à M^{me} Djender et M^{me} Abib suite au décès respectivement de **sa belle-mère et mère** et prient Dieu d’accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

REMERCIEMENTS

La famille de
Salah Kacha
ravi aux siens, jeudi 10 novembre 2011 à Constantine, à l’âge de 41 ans, tient à exprimer ses chaleureux remerciements et toute sa gratitude aux nombreux amis, parents et alliés, autorités locales et médecins du CHU de Constantine, qui lui ont témoigné, en ces pénibles circonstances, de précieuses marques de sympathie, de compassion et de soutien moral.



40^e JOUR

Triste et douloureuse fut la journée du 15 octobre 2011 où tu nous as quittés à jamais très chère grand-mère
M^{me} Benali Saadia née Aït Si Selmi
Cela fait déjà 40 jours depuis ton départ pour un monde meilleur, laissant un immense vide dans notre vie. Symbole de la beauté, de la noblesse et du courage, nous garderons de toi l'image de la femme combattante, la femme triste et heureuse à la fois. En ce triste souvenir, son fils Madjid et sa petite famille prient tous ceux qui l'ont connue et appréciée d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu le Tout-Puissant t’accorder Sa Miséricorde et t’accueillir en Son Vaste Paradis.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. Repose en paix «Habow»
Ta petite-fille Saadia